

**Séminaire UA SNES du « grand sud-est » Avignon 11/12/12
Aix-Marseille, Grenoble, Lyon, Montpellier, Nice**

**Le syndicalisme face à des politiques de gauche.
Retour sur les expériences vécues pour éclairer l'avenir.**

Frédérique ROLET ouvre le séminaire en présentant la situation générale.

Le contexte, c'est une crise systémique, avec intervention des États pour sauver les banques; elle est aussi grave, voire plus que celle de 1929.

Le système français a été dans un premier temps moins touché, du fait des amortisseurs sociaux, de plus en plus mis à mal. Aujourd'hui, on est toujours dans la même situation de non partages des activités des banques. Il faut aller toujours plus loin dans l'austérité, avec des suppressions d'emplois massives, et toujours cette idée qu'il faut diminuer le coût du travail. La France connaît un chômage des jeunes de 22%. On voit apparaître 1500 chômeurs de plus par jour, des chiffres qui font peur. 8,6 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Il existe un écart de 3,5 entre les 10% les plus riches et les plus pauvres. On le sait, la pauvreté, c'est quelque chose qui se construit. Les mécanismes d'assurance sociale qui se délitent produisent la pauvreté.

On connaît une aggravation très forte des inégalités, et la création en France de poches de pauvreté.

Côté gouvernement, au-delà des six premiers mois, après les premiers signes, on est dans l'attente d'un autre cap politique et économique. Or le discours est toujours centré sur la compétitivité, et le coût du travail. La production industrielle est passée à moins de 10% du PIB. Or la moitié des échanges réalisés par la France se font à l'intérieur du cadre européen; la question du coût du travail n'est donc pas l'explication. A titre d'exemple, le coût de la main d'œuvre chez PSA représente 5% du prix d'un véhicule. Si on diminue de 5% les salaires, on ne diminue que de 1% le prix du véhicule. Dans la période, les dividendes ont été multipliés par 8 (5) et les salaires par 4.

Les négociations sont en cours sur la « sécurisation » de l'emploi. On entend fortement la demande de plus de flexibilité de la part du Medef, d'autant plus que le gouvernement s'y montre sensible. Il porte une série de demandes visant à dégrader encore plus les conditions des salariés.

La priorité est à la réduction des déficits, c'est le choix du gouvernement, donc celui de l'austérité, d'où une certaine cacophonie en son sein. Ce qui se passe avec Arcelor est révélateur à cet égard.

Sur l'emploi public : l'engagement pris d'arrêter le non remplacement d'1 fonctionnaire sur 2 dans l'éducation est tenu, mais à emploi constant. Par ailleurs, c'est encore 10 milliards de réduction de la dépense publique pour financer le pacte de compétitivité.

Et tout cela, sans aucune réflexion sérieuse sur le contenu des politiques publiques. Il n'y a pas d'orientation dans les objectifs, ni dans les contenus. Rien que sur la journée de carence, on est en butte à des errances et des hésitations... (Matignon refuserait.)

La question des rémunérations monte partout dans la FP. La 1^{ère} rencontre est prévue en février, mais ce sera une rencontre bilan. Le projet de journée d'action : salaire et emploi, journée de carence, à l'initiative de la CGT risque de se transformer en journée d'action, sous différentes formes... La FSU doit se mandater. La réunion aura lieu la semaine prochaine. L'Unsa dit des choses sur les salaires, la CFDT veut parler du « pouvoir d'achat » de façon globale (en incluant les chèques vacances, les frais de transport...)

EDUC : «notre ministre a déclaré qu'il voudrait bien augmenter les salaires, mais... » Il entend lier ces négociations à celles sur les conditions de travail. C'est toujours ce vieux scénario où salaires inférieurs au niveau européen. Donc à nous de voir quoi faire sur le point d'indice et autres possibilités liées à nos corps.

Sur la Loi d'orientation : les éléments essentiels devraient être dans le rapport annexé. Tout ce qui concerne l'orientation est renvoyé à la loi de décentralisation. Reste le conseil de cycles, avec possibilité de projet commun. (Pas le terme d'expérimentation). On reste toujours dans la logique du « bac +3/-3 » et la réduction du nombre de décrocheurs. Il n'y a pas de projet de démocratisation ambitieux du système éducatif et toujours l'idée de travailler le lien formation emploi pour les plus en difficultés, parce qu'il y aurait inadéquation entre formation et emploi. Cette idée est inepte. (Les chercheurs en témoignent : les entreprises sont incapables de prévoir à horizon 5 ans les besoins). Or elle revient sans arrêt, avec l'idée que les jeunes ont été mal orientés. Cette partie est évacuée, mais devrait figurer dans le rapport annexé.

Il y a bien un certain nombre de signaux : fin de l'apprentissage junior, abandon de la note de vie scolaire, piliers du socle définis dans conseil des programmes en articulation avec eux, mais pas de rupture véritable.

Les postes sont dévolus au 1^{er} d°, avec quasiment rien pour le 2nd d°: 3000 postes plus 4000 pour situations difficiles en collèges et LP.

C'est aussi pour cela qu'on ne sent pas cette ambition de conduire toute une génération vers une formation ambitieuse.

Côté syndicalisme : la proposition est faite de constitutionaliser le dialogue social : tout se jouerait dans le tête à tête et le dialogue, mais plus sur le rapport de force. Cela mettrait fin à toute possibilité ou volonté de transformation sociale. Cela consiste seulement à aménager ce qui peut l'être. Dans ce contexte, c'est très difficile aujourd'hui de construire des mouvements dans une unité très large.

Le débat a été riche, autour de plusieurs axes.

- **La question du management** qui fait se désengager les salariés du travail.
- **La question du travail idéologique que nous devons mener** : d'abord identifier les analyses qui nous rassemblent, en ayant en tête que nos syndiqués sont très globalement derrière le parti majoritaire. En réunion UA, ce n'est pas tout à fait ce spectre, mais un peu quand même : nous voulons un syndicalisme de transformation sociale, mais que voulons nous changer ? Nécessité de rassembler un certain nombre de questions sur ce que veut UA, en matière de fiscalité, de protection sociale... et définir là-dessus ce qu'on veut et comment. Autrement dit quel autre partage des richesses et comment ?
- **La question des alliances, avec qui mener ce travail également politique (recomposition syndicale).** Aujourd'hui, des doutes sur les choix idéologiques de la CGT. Que va faire la CGT sur le risque de dichotomie du paysage syndical (pôle autoproclamé « réformiste » et pôle de transformation sociale). Il y a également une différence par rapport à la profession : nos collègues nous font part d'un doute essentiel sur l'efficacité du syndicalisme. (qui n'est pas infondé rien ne change : management, école du socle, rien sur les salaires, rien sur les conditions de travail, rien contre le « bac+3/-3 » sur lequel on devrait s'exprimer : « Bac + 3 bac - 3, c'est nul !!)). **Besoin de s'investir sur les salaires (des prof, décrochage)** On doit pousser à **une journée de grève salaires.**
Question des alliances autour de la loi d'orientation. On doit être à l'initiative d'une **campagne sur le thème de l'investissement éducatif**, qui doit être l'objet d'une **manif nationale.**
- En l'état, aucune sortie possible de la crise avec ce qui se fait au niveau européen. On doit **taper contre l'austérité.** Nécessité de l'idéologie, mais de façon syndicale, en ajoutant SP et SPE. **C'est une réflexion d'orientation : essayer de travailler ces questions avec des forces syndicales (CGT) sur des thèmes qui nous sont communs,** (donc FSU car Snes ne suffit pas) éducation pour nous, emploi CGT. On conduit plutôt bien l'action syndicale quotidienne, on fait moins bien ce qui précède. C'est en faisant cela pour le second degré qu'on fera avancer la question de l'investissement éducatif. On ne peut laisser la question de la connaissance. Le Snes pourra avancer si on fait une partie de ce qu'on décline. Snes doit aider à conduire la barque de la FSU, qui est en peine aujourd'hui.
- **La question de la stratégie syndicale** : on a à résoudre le même problème qu'en 2004/5, dans un contexte radicalement différent. C'est le choix entre le coup par coup, ou bien rentrer sur le terrain politique. C'est la question de la politique éducative et du SPE. Le contexte n'est pas le même, mais l'austérité est plutôt acceptée par la profession. On se positionne essentiellement par rapport aux annonces. La profession doute sur la possibilité de gagner : **un enjeu de conviction est posé.** On ne peut plus attendre de savoir si le gouvernement est bloqué ou nous endort. Nous devons déterminer la politique qu'on mène, fédérale et éducative sur les projets qu'on souhaite. Sur la journée d'action que propose la CGT : on doit y inclure salaires et conditions d'exercice (commun avec le 1^{er} d°), et définir un programme commun de la FSU. Ensuite, ou bien nous situer sur la ligne du gouvernement qui dit « j'voudrais bien... », ou bien passer la vitesse supérieure et aller sur la question de l'investissement éducatif. Le gouvernement porte des objectifs qu'on partage, mais propose des mesures qui ne correspondent pas aux objectifs ni aux enjeux. Nous devons en sortir en faisant des propositions ambitieuses. (L'Allemagne a tranché sur la main d'œuvre choisie) France n'a pas choisi et ne fait rien. Campagne sur « conduire la plus grande partie des jeunes au plus haut niveau », cela peut parler au niveau de l'opinion (cf médecins, santé). Nous avons l'expérience du mouvement sur les retraites : il n'a pas eu les fruits qu'il aurait dû car les choix politiques n'ont pas été faits. Démontrer

qu'on peut obtenir des choses, c'est montrer qu'on peut porter ces questions de société. **C'est ne pas rester sur la défensive et passer au niveau politique.**

- **La question de l'avenir de la FSU** est posée aujourd'hui à travers la loi d'orientation. C'était moins difficile par le passé, FSU faisait bloc, Le Snes avait un rôle hégémonique. Aujourd'hui, divergences importantes 1^{er}/2nd d°. **On ne peut plus réaliser d'alliance sans une fédération solide.** Pauvreté des textes préparatoires du congrès. **Nécessité de propositions fortes FSU** (école et questions de société)...
- On devrait se révolter contre ce projet qui ne dit rien du second d°. **Etre davantage dans l'action.** Se mettre davantage dans l'action qu'on ne l'est car rien n'est réglé pour le 2nd d°.
- **Le PS a un projet d'école, celui de l'ex Fen** ; ses positions ne sont pas contradictoires, mais le fruit de ce projet. **Acceptons-nous ce projet ou pas ? C'est à partir de là que nous pourrions poser la question des alliances et de la stratégie...** Ce qu'on veut, la rupture et la justice sociale. La question des alliances : nécessité de poser plus en grand la question de la recomposition syndicale. L'unité d'action n'a pas fait non plus la preuve de son efficacité. Textes fédéraux très en-deçà du nécessaire. A court terme, la modalité de grève n'est pas forcément la plus pertinente.

Intervention de Pierre TOUSSENEL.

Retour sur la période 1981-2000.

1981 : L'année s'est caractérisée par des avancées et une réelle inquiétude. Retraite à 60 ans : c'était la possibilité d'être en retraite avant de mourir. Statut de la FP. Des avancées plus grandes dans la FP d'État. Les collectivités territoriales ont toujours freiné. Des avancées sur les recrutements. Une réflexion existait hors la FEN, contre le projet d' « école fondamentale ». Il existait déjà ce paradoxe dans la profession : elle a souvent accepté d'être mal payée, mais a toujours attaché une grande importance à la qualification de la jeunesse qu'elle forme. On a réussi sur la démocratisation, la formation, l'investissement éducatif.

Puis il y a eu le tournant de la rigueur de 83. « Austère rigueur ». Cela a commencé d'ancrer les fondements de la FSU. Le Snes a fait le fédéral que ne faisait pas la FEN.

Le travail fait a permis 89. « Auront-ils encore des profs ? » C'est le titre qui a beaucoup pesé sur l'opinion publique. Le mouvement des infirmières a permis notre entrée dans le mouvement. On savait qu'on ne gagnerait pas d'un coup ; les 1ers mouvements ont débuté en novembre 88, pour déboucher pleinement en mars 89. Fin de carrière, 780. Le gain de syndiqués n'a pas été immédiat (3/4 ans).

Puis est advenu le suicide de la FEN. Il s'est agi alors pour le PS de « rippoliner l'école fondamentale » « l'école de l'éducation permanente » avec le fameux « travailler autrement ». C'est Fabius qui était secrétaire à l'éducation du PS quand la direction a décidé de mettre à la porte les mal pensants. La profession a pris position pour les mal pensants ; ça a quand même été une catastrophe, car les effectifs de la FSU + FEN sont devenus moins importants que ceux de l'ex FEN. C'est le début de l'affaiblissement du syndicalisme enseignant.

Enfin, est arrivé l'épisode de la « Revanche Allègre /Jospin. Il souhaitait nous revendre le « travailler autrement ». Il a demandé à Allègre de faire la peau du Snes. Jospin avait autorisé. Il a ouvert la chasse. Mais ça a été perdu, en partie à cause des collègues de Seine Saint Denis, et en partie à cause de la bêtise d'Allègre.

Des pistes pour aujourd'hui: sur la question des salaires, il faut s'emparer médiatiquement des 4600 euros des jeunes médecins. Le prof de Collège de France ne gagne pas ça en fin d'activité. **On ne peut pas régler avec du bricolage la crise du recrutement.** Les certifiés de l'an 2000 sont devenus les PEGC d'antan. Il faut recruter parmi les meilleurs pour un enseignement de qualité. **Sur la question de l'austérité,** c'est indispensable de dire, comme la CES l'a fait le 14 novembre : « les politiques d'austérité nous emmènent dans le mur ».

Enfin, sur la fédération, l'investissement dans la FSU et dans l'Europe sont indispensables. Solidarité avec Grèce, Espagne... sont notre intérêt bien compris.

La FSU est largement une création du Snes, qui faisait du boulot 2 jours par semaines. C'est la seule façon de se faire entendre. Il y a absolue nécessité de la double casquette. Si on perd ça de vue, on se met en difficulté.

Compte-rendu réalisé par Corinne Baffert

Compte-rendu de l'après-midi du séminaire Unité-Action inter-académique

Ce compte-rendu, réalisé après coup, ne prétend ni à l'exactitude ni à l'exhaustivité, étant donné la richesse et la diversité des échanges. Il est plutôt à lire comme les considérations et enseignements inspirés par cette journée. En cela, il appelle d'autres contributions en réponse avant de nourrir le débat.

La deuxième demi-journée du séminaire inter-académique UA SNES a donné lieu à des échanges sur la stratégie syndicale à mettre en œuvre par le SNES dans un contexte politique particulier. La profession ne se berce pas d'illusions quant à la politique mise en œuvre par le nouveau pouvoir sans pour autant vouloir son échec, consciente des risques que celui-ci susciterait avec un probable retour aux affaires de la droite, voire de l'extrême droite.

Les échanges ont montré la nécessité de partir du vécu des collègues, en particulier en termes de **conditions de travail**. Agir sur les conséquences du new public management, sur la charge de travail, sur la dénaturation du métier, peut permettre de trouver des approches communes au sein de la FSU, par exemple avec le premier degré. La prise en charge des problématiques de l'ergonomie, d'une approche collective de la question du travail, de la santé au travail, de la conception de son travail, permet au syndicat d'impliquer les collègues dans une démarche syndicale à partir des préoccupations immédiates.

Le SNES peut ainsi conduire la profession à se reposer la question du **métier**. Le principal défi auquel est confronté le système éducatif est en effet la **crise de recrutement**, qui met en péril la pérennité du service public d'éducation. Il faut rendre à nos métiers leur attractivité. Cela suppose d'améliorer les rémunérations et aussi d'améliorer les conditions de travail, de rendre à nos profession leur intérêt de profession intellectuelle, de conception, d'autonomie, de travail sur le savoir et sur sa transmission. Redonner à nos professions leurs lettres de noblesse suppose de placer le niveau de recrutement au niveau adéquat, de rehausser et reconstruire les grilles de rémunération, de redéfinir les besoins en formation, initiale et continue, professionnelle et académique. Le service public d'éducation doit recruter les meilleurs éléments de chaque génération pour assurer la transmission vers la génération suivante. L'offre donnant-donnant de V. Peillon n'est pas de nature à répondre à cet objectif.

De ce point de vue, la **question salariale** est essentielle. Si nos revendications catégorielles s'inscrivent dans le cadre des revendications communes à tous les fonctionnaires, le SNES dans la fédération doit œuvrer pour que les qualifications nécessaires au métier soient reconnues, prises en compte et justement rémunérées. Cela suppose de redéfinir les grilles de rémunération pour les rendre cohérentes avec celles d'une profession intellectuelle de conception, de cadre A de la Fonction Publique, recrutés au niveau bac +5.

La satisfaction de nos revendications impose de prendre notre part d'un mouvement social de grande ampleur contre **les politiques d'austérité** à l'œuvre en France et en Europe, de militer pour la réhabilitation de l'impôt, des services publics, des politiques publiques. Aussi, une rupture avec les logiques politiques libérales étant nécessaire, le SNES doit œuvrer au sein de la FSU pour que des alliances soient construites en vue d'une promotion de l'emploi, de l'emploi public, des services publics. Des mesures immédiates portant sur l'indemnitaire permettraient d'inscrire la profession dans une dynamique de succès et de rompre ainsi avec une forme de fatalisme et de renoncement suite aux échecs de la période antérieure.

Le Pacte de compétitivité marque pour la gauche de gouvernement le virage vers une « **politique de l'offre** ». Celle-ci consiste à mettre les politiques publiques au service des entreprises afin d'accroître leur compétitivité dans le cadre d'une concurrence mondiale libre et non faussée. Cette politique présuppose que les garanties offertes aux salariées sont des freins à la compétitivité des entreprises : coût du travail, coût de la protection sociale, coût des investissements publics, en termes de formations, d'équipements, d'infrastructures... Coût qu'il faudrait dans un premier temps réduire afin que les entreprises françaises puissent regagner des parts de marché et relancer l'activité et la production afin que dans un deuxième temps les conditions faites aux salariées s'améliorent. Cette approche économique, qui s'inscrit dans une conception concurrentielle des relations intra-européenne et qui assume le dumping social et fiscal, s'exprime dans le cadre de la politique de

l'emploi, dans celui de la protection social et des retraites, mais aussi dans celui de la formation. Rechercher une hypothétique adéquation entre la formation et l'emploi, décentraliser l'orientation scolaire et les formations professionnelles, développer l'apprentissage, c'est ainsi mettre le système éducatif au service du système éducatif.

Le SNES et la FSU doivent porter leur **projet éducatif** et faire clairement ressortir en quoi il est différent et de celui de la droite ou du patronat, et de celui aujourd'hui mis en œuvre. Ce projet éducatif s'appuie sur la démocratisation de l'accès aux qualifications, par l'élévation de l'âge de fin de la scolarité obligatoire et l'appropriation collective de la connaissance moderne. La connaissance est au cœur des rapports sociaux du XXI^e siècle : militons pour une «société de la connaissance» démocratisée. Cela suppose l'obligation faite à l'Etat d'assurer à chaque élève une scolarité secondaire menée à son terme, la diversification des voies de formation et le maintien d'une voie technologique utile au redressement de l'industrie française. Cela suppose d'investir dans le système éducatif, dans le recrutement et la formation des professeurs. L'exigence envers le métier est un gage de qualité du système éducatif.

De même, la FSU doit porter un projet pour les services publics et la **fonction publique** appuyée sur une conception ambitieuse du rôle de l'Etat, qui ne peut se contenter d'être un état stratège qui fixe de grandes orientations et délègue à un chef de file la responsabilité de faire émerger entre les différents acteurs économiques un consensus sans cesse remis en débat. L'acte III de la décentralisation, qui ouvre la porte à des transferts de compétence à la carte et qui place la contractualisation entre l'Etat, les collectivités territoriales et les acteurs économiques, au cœur des politiques publiques, pose les questions du contrat par rapport à la loi, de la démocratisation de l'action publique, de son efficacité.

En conclusion, les échanges semblaient montrer la nécessité d'un investissement plus fort du SNES au sein de la FSU, d'abord dans la perspective du rendez-vous de représentativité de décembre 2014, mais surtout dans la perspective d'un mouvement offensif de promotion de l'investissement éducatif et de démocratisation de la connaissance. Cet investissement fédéral s'accompagne d'une recherche d'alliances plus volontariste, qui passe en particulier par une relance de notre démarche d'unification du mouvement syndicale.

Laurent Tramoni